

Mesdames et Messieurs les habitants de L'Isle-en-Dodon, du Comminges, et d'ailleurs,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Chers amis, chers camarades,

**En 2008**, élus, population, avec les personnels et la CGT, ensemble, nous avons gagné la non-fermeture de l'Isle-en-Dodon et par la-même le maintien des trésoreries d'Aurignac et Aspet.

**En 2010**, le Directeur Général des Finances Publiques, M Parini, en plein conflit, écrit aux organisations syndicales des Finances Publiques de Haute-Garonne en leur indiquant qu'il n'y a pas de restructurations de trésoreries dans le département, donc aucune fermeture ou fusion pour L'Isle-en-Dodon, Aurignac, Aspet, Villefranche-de-Lauragais et Nailloux.

**Cinq ans après**, nous voilà à nouveau rassemblés.

Il y a un mois jour pour jour, le directeur régional des Finances Publiques, M Chantereau, annonçait la fermeture de la trésorerie de l'Isle-en-Dodon pour le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Sans plus attendre, les militants de la CGT Finances Publiques 31 sont allés rencontrer M Le Roux de Bretagne, Président de la Communauté de Communes des Portes du Comminges, et M Caraoué, Maire de l'Isle-en-Dodon.

Ensemble, nous avons construit le premier rassemblement du samedi 27 juin qui a réuni déjà une trentaine d'élus au-delà du seul périmètre de la communauté de communes, avec la présence de la conseillère départementale Mme Duarte.

Depuis lors, nous avons aussi rencontré M Médevielle, Sénateur-Maire de Boulogne-sur-Gesse qui nous a signifié son opposition à cette fermeture.

**Le 1<sup>er</sup> juillet**, en passant par une porte dérobée, la Direction Régionale des Finances Publiques est venue présenter son projet scélérat d'un nouveau désengagement de l'Etat. Malgré la langue de bois et autres mensonges par omission, elle a été loin de convaincre élus et population présents ce soir là.

**Bien au contraire, elle a entendu notre rejet unanime.**

Ce matin, nous avons à nouveau distribué un tract à la population, aux élus pour dire la vérité sur ce dossier :

**1- il ne s'agit pas d'une évolution de missions, mais bel et bien de la fermeture de la trésorerie.**

Certes, la direction tente de nous vendre des pseudos permanences, mais celles-ci ne seront qu'un simple accueil des usagers deux matinées par semaine, et pour combien de temps, et avec qui ?

**2- avec la fusion, il y aura la suppression d'un emploi.** Demain, au lieu d'exercer les missions avec six emplois budgétaires dédiés, il n'y en aura plus que cinq. Et cet emploi, comme il sera supprimé, ne donnera plus lieu à des renforts de personnels en période de congés.

Pour preuve, malgré l'insistance de la CGT, la direction n'a pas voulu pourvoir l'emploi vacant à l'Isle-en-Dodon au lendemain du conseil communautaire du 1<sup>er</sup> juillet.

Alors demain, comment effectuer les mêmes missions avec un emploi de moins ?

Demain comment mieux accueillir les usagers avec trente heures de moins d'ouverture des guichets ?

Demain comment accueillir les quelques 3.000 usagers au moment des campagnes de déclaration des revenus ou de recouvrement des impôts ?

**Ah, j'oubliais qu'il y a internet pour répondre à toutes vos questions !**

**Honnies soient les zones blanches !**

Vous le savez, l'administration des Finances Publiques est un partenaire incontournable pour les collectivités locales. Mais pour exercer pleinement les missions qui nous sont dédiées, nous devons garder cette proximité. **Proximité du percepteur avec les élus, et d'ailleurs nombre d'entre vous saluent chaque jour l'aide, le travail menés par Mme Paillas et ses équipes**; proximité de nos services avec les usagers.

L'actualité nous rappelle sans cesse que nous sommes en période de crise économique.

**Est-ce la bonne solution pour s'en sortir de supprimer des services publics ? Bien sûr que NON !**

Certains oublient aussi que Boulogne-sur-Gesse et l'Isle-en-Dodon sont en **Zone de Revitalisation Rurale !** Pour revitaliser, il y a sûrement plus intelligent que de casser les services publics.

**Aujourd'hui ce n'est pas la simple CGT Finances Publiques 31 qui est à vos côtés, mais la CGT dans un cadre interprofessionnel. J'en profite à cet instant pour saluer mes camarades de l'Union Locale CGT Comminges, les représentants de l'Union Départementale CGT Haute-Garonne, de la Fédération des Finances, des camarades de différentes professions.**

**OUI, agir aujourd'hui pour la trésorerie de l'Isle-en-Dodon, c'est agir pour le service public dans son ensemble : la Poste, les écoles, la gendarmerie, les services du Conseil Départemental, ...**

**Nous appelons élus, population, organisations syndicales, ... à élargir notre front de résistance.**

Nous ne sommes pas seuls, des collectivités telles que le Conseil Départemental de Haute-Garonne, la Région Midi-Pyrénées se sont prononcées, à l'unanimité, oui je dis bien à l'unanimité contre ces nouveaux désengagements de l'Etat.

M Aviragnet, Député de la circonscription, a écrit à notre directeur et au Ministre des Finances et des comptes publics, M Sapin.

**Vous n'êtes pas seuls**, la mobilisation se construit aussi autour de la trésorerie de Castanet-Tolosan. Là, la direction veut transférer le recouvrement de l'impôt vers Toulouse-Rangueil.

**Nous ne sommes pas seuls**, les luttes se multiplient dans les Hautes-Pyrénées, le Lot, ou plus loin encore le Nord de la France.

La direction prévoit une première présentation de l'ensemble des projets lors du CHS-CT le 16 septembre et lors du CTL le 22 septembre.

**Tout cet été, je vous engage à signer et faire signer la pétition lancée par le conseil communautaire des Portes du Comminges, à continuer ensemble la mobilisation.**

En venant ce matin, depuis mon cher Lauragais, à plus de 100 kilomètres d'ici, j'ai parcouru nos belles campagnes, nos villages fleuris.

En arrivant à nouveau à l'Isle-en-Dodon, j'ai franchi les portes du Comminges. **Ces portes, nous devons les ouvrir en grand, ouvrir en grand les services publics pour développer les territoires, créer de l'emploi, bien vivre en Comminges.**